



Les migrations internationales et les transferts de ressources vers les populations des pays en développement

Yves Charbit, Serge Feld

DANS **MONDES EN DÉVELOPPEMENT** 2008/2 n° 142 , PAGES 53 À 66
ÉDITIONS **DE BOECK SUPÉRIEUR**

ISSN 0302-3052

ISBN 9782804158040

DOI 10.3917/med.142.0053

Date de mise en ligne : 01/07/2008

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-mondes-en-developpement-2008-2-page-53?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Les migrations internationales et les transferts de ressources vers les populations des pays en développement

Yves CHARBIT¹ et Serge FELD²

Les migrations internationales s'inscrivent dans le vaste mouvement général de la mondialisation. Ce phénomène implique un nombre de plus en plus élevé de pays d'origine, de transit et de destination. Il est très vraisemblable que les migrations vont se poursuivre et même augmenter dans les prochaines décennies, car elles sont facilitées par l'amélioration et la baisse des coûts des transports et des communications et constituent une réponse à l'augmentation des inégalités sociales et économiques dans le monde, qui incitent de plus en plus d'individus à franchir des frontières nationales pour améliorer leur niveau de vie et celui de leurs familles. Cet accroissement de la mobilité internationale concerne en premier lieu les migrants eux-mêmes, mais il doit aussi s'analyser au regard des conditions de vie dans les sociétés de départ et de l'organisation politique de tous les pays impliqués.

Cependant, les modalités même de la mobilité, les conditions du marché du travail et les niveaux d'éducation des pays étant extrêmement variées, cet article ne prétend pas dresser un bilan exhaustif de leur impact démographique et socio-économique. Dans certaines situations, les migrations internationales ont, en effet, favorisé le développement économique des pays de départ ; dans d'autres, les résultats semblent beaucoup plus mitigés. Les effets négatifs décrits dans de nombreuses recherches et déclarations sont largement diffusés et commentés dans l'opinion publique. Les études les plus récentes mettent l'accent sur l'interdépendance, les relations réciproques, entre migrations et développement.

On se limitera à relever ici les principaux axes d'investigation entre migration et développement. Dans la première partie sont présentés les "stocks" de migrants dans le monde et les principales tendances des flux des dernières années. La

¹ Professeur de démographie, Université Paris Descartes, UMR CEPED.
yves.charbit@paris5.sorbonne.fr. Les analyses du point 2.1 sont tirées d'une étude plus vaste (Charbit, 2008) ; les données qui figurent au tableau 2 ont été actualisées.

² Professeur à l'Université de Liège, Directeur du GRESP. s.feld@ulg.ac.be.
Certains éléments des parties 1 et 3 ont fait l'objet d'une conférence au L. Davis Institute for International Relations, Hebrew University of Jerusalem, en Juin 2007.

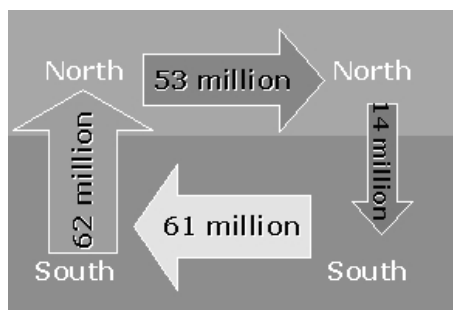
deuxième partie analyse l'ampleur et les conséquences des envois de fonds des migrants sur le niveau de vie des populations des pays de départ. La troisième partie examine la problématique de l'émigration de personnel hautement qualifié à partir des pays en développement et met en évidence les principales conséquences positives et négatives qui en résultent.

1. LES TENDANCES RÉCENTES DES MIGRATIONS INTERNATIONALES

Il est difficile d'évaluer avec une grande précision le stock actuel, ainsi que les flux annuels, de migrants dans le monde. Pour les quatre prochaines décennies, les données sont encore plus fragiles. D'après les calculs récents, on considère qu'ils représentent 3% de la population mondiale, soit 191 millions de personnes. Cependant, ce chiffre prend en compte les effets du démembrement de l'ex-Union soviétique et de l'ex-Yougoslavie, soit 27.5 millions de personnes qui se sont retrouvées étrangères dans un nouveau pays sans avoir pour autant traversé de frontières nationales. Par ailleurs, on sous-estime probablement les mouvements importants de population de l'Asie centrale vers la Russie. On enregistre une croissance asymétrique par groupes de pays classés selon le PNB. Au cours des quinze dernières années, le nombre des migrants habitant dans les pays développés est passé de 57 millions à 91 millions ; dans le groupe des pays en développement à niveau de PNB élevé il est passé de 14 à 21 millions. Dans les autres groupes de pays, le nombre de migrants a diminué (United Nations, 2007a). Au niveau international, on peut répartir le stock total de migrants en trois grands types, selon les régions de départ et d'arrivée (figure 1).

Enfin, contrairement à une opinion répandue, la migration est loin d'être uniquement formée par des mouvements du Sud vers le Nord. Actuellement, ce n'est qu'un peu plus de 60% de migrants du monde qui vivent dans les pays développés (United Nations, 2007b) et les mouvements Sud-Nord (62 millions d'immigrants) et Sud-Sud (61 millions) sont de même ampleur.

Figure 1 : Stocks de migrants



Source : United Nations (2007b)

La localisation des principaux groupes de migrants montre l'attraction exercée par quelques pays d'immigration. Les États-Unis ont accueilli le plus grand nombre d'immigrants, soit environ 35 millions, ce qui représente 20% du nombre total de migrants dans le monde. Les principaux autres pays d'immigration sont, dans l'ordre, la Russie avec 12,5 millions d'immigrants, l'Allemagne avec 7,3 millions, l'Ukraine avec 7 millions et l'Inde avec 6,3 millions d'immigrants. La contribution des flux d'immigration à la croissance démographique de pays développés a fortement augmenté dans la mesure où ceux-ci connaissent une chute importante de la natalité.

D'un point de vue politique, et au-delà des flux entre grandes régions, il est plus utile de descendre au niveau des mouvements entre pays pour examiner l'amplitude des mouvements qui créent des liens spécifiques entre pays, en admettant que la persistance, ou même l'apparition de flux nouveaux, auront des conséquences significatives sur la nature des relations internationales. L'examen détaillé de ces flux bilatéraux peut révéler des liens peu connus entre pays et des relations qui sont actuellement sous-estimées. Ainsi, à part les flux bien documentés du Mexique vers les États-Unis, il faut relever ceux qui suivent en importance tels que Bangladesh-Inde, Turquie-Allemagne, Inde-Émirats arabes unis.

En se référant au scénario "medium" des dernières projections démographiques de l'ONU, les principaux pays d'accueil et d'émigration au cours des prochaines décennies seront très probablement les suivants (tableau1) :

Tableau 1 : Prévisions des flux des principaux pays de départ et d'arrivée

6 principaux pays d'immigration (par an)		6 principaux pays d'émigration (par an)	
États-Unis	1 100 000	Chine	329 000
Canada	200 000	Mexique	306 000
Allemagne	150 000	Inde	241 000
Italie	139 000	Philippines	180 000
Royaume-Uni	130 000	Pakistan	167 000
Espagne	123 000	Indonésie	164 000

Source : ONU, dernières prévisions de population, 2007.

2. TRANSFERTS ET DÉVELOPPEMENT

Des transferts massifs peuvent, ou non, contribuer au développement par des investissements productifs générateurs d'emploi (ou, au contraire, alimenter des dépenses de consommation), corriger (ou, au contraire, aggraver) les déséquilibres régionaux, réduire l'écart entre pays riches et pauvres (ou, au contraire, accroître leur dépendance). Les arguments habituels sur les conséquences des transferts se déclinent au niveau de la comptabilité nationale, de l'analyse économique ou de leurs effets sociaux. Parmi les conséquences négatives, citons l'importation de produits étrangers qui fragilisent la balance des paiements, les effets inflationnistes (inélasticité de l'offre de biens), l'aggravation des écarts entre villes et campagnes, leur utilisation pour des dépenses somptuaires et improductives. En sens inverse, les transferts

procurent des devises, créent des emplois induits dans les pays d'origine et contribuent à la couverture des besoins de base des familles, réduisant ainsi les inégalités sociales. Si l'on raisonne en termes d'agrégats, dans une perspective purement quantitative, quatre questions se posent. Quels pays reçoivent, en masse et en valeur absolue, les transferts les plus importants ? S'agit-il des mêmes pays si l'on rapporte les transferts au PIB ? Que devient cette classification si l'on compare les transferts par habitant et les PIB par tête ? Peut-on, enfin, relier entre eux ces indicateurs ?

2.1 *Les transferts officiels*

On part des données relatives qui portent sur les transferts dits officiels pour 61 pays (tableau 2). Les transferts sont ceux enregistrés en 2005 ou 2006 ; on a utilisé les PIB et les chiffres de population les plus proches de ces années.

Quinze pays reçoivent plus de deux milliards de dollars (transférés annuellement, dont six en Asie (dont le Moyen-Orient), quatre en Europe, trois en Amérique latine et deux en Afrique. La Chine, qui figurait au 18^{ème} rang il y a à peine quatre ans, dépasse le Mexique, pays traditionnellement fortement receveur de devises. Il faut y voir l'effet de la participation récente et massive de la Chine à la mondialisation des échanges (dont la mobilité des personnes). La même explication vaut pour la Pologne et la Roumanie : en 2003 les flux de transferts vers la Roumanie n'apparaissaient même pas dans les 50 premiers pays (Charbit, 2008). Si l'on se réfère aux *transferts en % du produit intérieur brut*, le constat est très différent : parmi les quatorze premiers pays où le seuil était supérieur à 5% du PIB, on ne retrouve que quatre d'entre eux (Liban, Philippines, Maroc, Bangladesh). Apparaissent avec plus de 10% du PIB (soit plus de deux fois le seuil fixé), des pays pauvres d'Europe de l'Est et des pays d'Asie issus de l'ancienne URSS. Quant au troisième indicateur, les montants transférés par habitant, c'est le plus proche des conditions de vie et des enjeux sociaux du développement : que représentent les montants par habitant ? On n'a pas proposé un chiffrage des transferts par migrant parce que les chiffres sur les effectifs de travailleurs migrants à travers le monde sont d'une qualité variable.

On ne retrouve que partiellement les grands systèmes migratoires : transferts depuis les économies pétrolières du Golfe des travailleurs pakistanais et philippins ; depuis les États-Unis vers le Mexique, le Honduras et le Nicaragua ; à partir de l'Europe vers le Maroc et les anciens pays d'Europe de l'Est (Albanie, Roumanie, Croatie). Le Liban doit être mis à part, les transferts correspondant à une activité économique à la fois bancaire et financière, qui ne correspond pas à la logique de la migration de travailleurs partis à la recherche d'emplois rémunérés.

Ce troisième indicateur suggère la dépendance économique des ménages par rapport aux transferts. Une enquête réalisée en 1998 auprès de migrants revenus au Kerala indique qu'ils gagnaient dans les pays du Golfe (essentiellement l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis) 120 000 roupies

par an contre 15 600 avant leur départ (Zachariah, Gopinathan Nair, Irudaya Rajan, 2002, 99)³.

Comment expliquer les forts écarts entre les soixante-deux pays pour le dernier indicateur, les transferts par habitant ? Cet indicateur est critiquable pour trois raisons qui jouent de manière divergente :

- si les migrants touchent de faibles revenus parce qu'ils travaillent dans des pays où le niveau moyen de rémunération de la main-d'œuvre est faible (par exemple, dans le secteur minier en Afrique du Sud par rapport aux salaires versés en France dans le BTP), les transferts vont être plus faibles ;
- si le pays d'origine où arrivent ces transferts compte peu d'habitants, les transferts par tête vont, au contraire, être élevés ;
- si, enfin, les migrants ne peuvent rien dépenser dans certains pays (Golfe, notamment), ils sont contraints à une épargne forcée et vont transférer plus d'argent.

On en déduit une indispensable prudence à l'égard des comparaisons internationales.

Le tableau 2 permet-il d'apporter un élément de réponse à la question centrale, celle de la contribution des transferts au développement ? Pour ce faire, nous avons calculé la corrélation entre les transferts par habitant et le PIB par habitant pour les cinquante-sept pays. Le calcul du coefficient de corrélation (r^2) montre que la corrélation est positive, mais modérée (+0,44), ce qui implique que la contribution des transferts au niveau de vie est faible. Ce résultat est somme toute prévisible et plutôt souhaitable du point de vue du développement. Résultat *prévisible* parce que les migrants à l'étranger ne représentent qu'une faible fraction de la population active et du potentiel de création de richesse : les transferts jouent ainsi un rôle marginal dans le PIB. Ce constat est cohérent avec certaines études de cas. En Corée, par exemple, entre 1976 et 1981 les transferts n'expliquent que 3 à 7% de la croissance du PIB (Kim, 1983, cité par Arnold, 1992). Résultat *souhaitable* dans la perspective du développement, car une corrélation plus forte impliquerait que la migration est un facteur majeur de contribution au PIB, ce qui serait le signe d'une forte dépendance à l'égard des pays demandeurs de travailleurs migrants et donc d'une cause supplémentaire de fragilité économique des pays d'origine.

Ce résultat soulève enfin deux remarques. Le constat macro-économique *global* n'exclut pas que des pénuries de main-d'œuvre liées à l'émigration soient *localement* aiguës et, réciproquement, que les transferts contribuent fortement au développement local (cas de certains villages de la vallée du fleuve Sénégal). C'est pourquoi le jugement porté sur la contribution des transferts au développement varie selon que l'on privilégie l'aspect macro-économique ou micro-économique : les familles ou les villages s'enrichissent, mais le pays ? Peut-on, d'autre part, réellement *évaluer* l'ampleur des mouvements de richesse entre le Nord et le Sud à partir de ces données ? C'est toute la question des autres formes de transferts.

³ 50 roupies valent 1 € en 2005. On le voit, les salaires annuels étaient passés de 312 à 2400 €.

Tableau 2 : montants transférés (milliards US\$), transferts en % du PIB, transferts par habitant (US\$)

	Pays	(10 ⁹ US)	Pays	% du PIB	Pays	US\$ /hab
1	Inde	23,499	Bolivie	41,77	Liban	2961
2	Chine	22,492	Moldavie	28,02	Bosnie-Herzégovine	481
3	Mexique	21,772	Liban	21,67	Albanie	403
4	Philippines	13,561	Honduras	19,45	Portugal	278
5	Liban	4,924	Tadjikistan	16,60	Croatie	274
6	Maroc	4,482	Bosnie-Herzégovine	16,19	Honduras	253
7	Roumanie	4,445	Albanie	14,12	Moldavie	229
8	Égypte	4,330	Philippines	11,60	Roumanie	206
9	Pakistan	4,280	Nicaragua	11,18	Mexique	204
10	Bangladesh	4,252	Maroc	7,82	Estonie	203
11	Pologne	3,536	Bangladesh	6,86	Lettonie	165
12	Colombie	3,345	Yémen	6,73	Pakistan	162
13	Portugal	2,976	Arménie	5,99	Lituanie	157
14	Brésil	2,805	Algérie	5,30	Philippines	153
15	Féd. de Russie	2,534	Géorgie	4,52	Bulgarie	146
16	Indonésie	1,865	Égypte	4,03	Maroc	141
17	Bosnie-Herzégovine	1,829	Roumanie	3,66	Arménie	128
18	Honduras	1,796	Bulgarie	3,56	Finlande	114
19	Pérou	1,440	Pakistan	3,32	Grèce	109
20	Albanie	1,290	Azerbaïdjan	3,10	Nicaragua	107
21	Yémen	1,283	Croatie	2,82	Malte	102
22	Grèce	1,220	Soudan	2,70	République tchèque	98
23	Croatie	1,204	Mexique	2,59	Costa Rica	98
24	Thaïlande	1,187	Inde	2,59	Pologne	93
25	Bulgarie	1,121	Colombie	2,46	Norvège	91
26	Soudan	1,016	Cambodge	2,28	Géorgie	76
27	Rép. tchèque	1,008	Costa Rica	1,90	Azerbaïdjan	72
28	Moldavie	0,915	Lettonie	1,89	Colombie	72
29	Australie	0,889	Lituanie	1,79	Tadjikistan	66
30	Turquie	0,851	Estonie	1,61	Suède	64
31	Rép. de Corée	0,738	Portugal	1,55	Égypte	59
32	Azerbaïdjan	0,623	Pérou	1,54	Yémen	57
33	Afrique du Sud	0,614	Vanuatu	1,31	Pérou	52
34	Finlande	0,606	Pologne	1,04	Australie	42
35	Nicaragua	0,600	Chine	0,84	Panama	38
36	Ukraine	0,595	Malte	0,75	Bolivie	34
37	Suède	0,586	Mozambique	0,74	Corée, République de	32
38	Lituanie	0,534	Slovénie	0,74	Bangladesh	30
39	Tadjikistan	0,467	Panama	0,74	Slovénie	29
40	Norvège	0,429	République tchèque	0,71	Hongrie	28
41	Costa Rica	0,420	Thaïlande	0,58	Soudan	26
42	Argentine	0,413	Ukraine	0,56	Uruguay	24
43	Arménie	0,384	Biélorussie	0,53	Vanuatu	21
44	Lettonie	0,379	Indonésie	0,51	Inde	21
45	Algérie	0,35	Grèce	0,50	Biélorussie	20
46	Géorgie	0,341	Uruguay	0,41	Thaïlande	18
47	Bolivie	0,337	Rwanda	0,36	Fédération de Russie	18
48	Hongrie	0,283	Finlande	0,29	Chine	17
49	Slovénie	0,275	Brésil	0,26	Brésil	15
50	Estonie	0,264	Russie	0,26	Afrique du Sud	13
51	Biélorussie	0,195	Hongrie	0,25	Ukraine	13
52	Cambodge	0,164	Suriname	0,24	Turquie	12
53	Venezuela	0,148	Afrique du Sud	0,24	Cambodge	11
54	Panama	0,126	Turquie	0,21	Algérie	11
55	Uruguay	0,078	Argentine	0,19	Argentine	10
56	Kazakhstan	0,060	Suède	0,15	Indonésie	8
57	Mozambique	0,057	Norvège	0,14	Suriname	8
58	Malte	0,042	Australie	0,12	Venezuela	6
59	Rwanda	0,009	Rép. Corée	0,08	Kazakhstan	4
60	Vanuatu	0,005	Venezuela	0,08	Mozambique	3
61	Suriname	0,004	Kazakhstan	0,08	Rwanda	1

Sources : Transferts et PIB : United Nations Conference on Trade and Development. *Development and Globalization Facts and Figures* 2008 et autres sources.

Population : United Fund for Population Activities (UNFPA) *State of the world* 2007.

2.2 *Autres canaux de transferts*

Tous les spécialistes s'accordent sur le fait que les transferts officiels ne sont qu'une partie de la réalité et que deux autres composantes ne sauraient être négligées, même si elles ne peuvent donner lieu qu'à des estimations : d'une part le transfert d'objets et de biens de consommation plus ou moins durables, "le commerce à la valise", et d'autre part, les transferts monétaires par des canaux informels.

Deux facteurs expliquent l'importance du "commerce à la valise". Les transferts en nature sont importants dans tout pays qui souffre de pénurie de biens de consommation sur le marché intérieur (Afrique de l'Ouest, Pacifique Sud (Brown, 1994) ; d'autre part, la politique des gouvernements en matière d'importations influe sur les entrées de biens physiques : en Egypte, entre 1976 et 1983, 60% des transferts l'ont été en nature quand le gouvernement a autorisé les importations de biens par les travailleurs égyptiens à l'étranger (El-Sakka 1987, cité par Arnold, 1992).

Quant aux transferts non officiels, les estimations varient considérablement : ils pourraient représenter deux à dix fois les transferts officiels (Shah 1994, cité par Hermele, 1997). La valeur haute de cette estimation est selon nous peu vraisemblable. Guilmo et Sandron (2003, 123), quant à eux, estiment que le double du montant des transferts officiels est plausible. Deux pays souvent cités sont le Mexique et le Pakistan. Au Mexique, on avance la fourchette de 28 à 46% du total⁴. Au Pakistan, cinq à onze milliards de dollars américains seraient transférés chaque année, contre un milliard par le secteur bancaire (Buencamino et Gorbunov, 2002, 6-7). Dans le cas des pays asiatiques, les transferts informels seraient compris entre 15 et 80% du total des transferts. Pour l'ensemble du monde, entre cent et trois cents milliards de dollars américains chaque année passeraient par les canaux non officiels (*Ibid.*, 2). On aurait donc deux à quatre fois plus de transferts que ceux qui sont comptabilisés dans le tableau 2. Enfin, on estime généralement que ces envois (officiels ou non) sont à peu près équivalents, voire supérieurs, à l'aide publique au développement. Cependant, la comparaison avec des micro-enquêtes (Pakistan, Bangladesh, Philippines), indique seulement une proportion de 40 à 60% des transferts officiels (Brown, 1994). Mais cette méthode est critiquable : les petits échantillons sur lesquels elles portent étant constitués de travailleurs individuels, il y a un risque de biais lié au profil de ces hommes. On ignore ce que font d'autres titulaires de revenus, tels les commerçants ou les entrepreneurs. Nous ne disposons malheureusement pas d'informations sur les petits échantillons sur lesquels sont fondées ces enquêtes, mais un exemple indirect est éclairant : au Kerala, les revenus agricoles sont imposés au taux de 30%. Pour éviter ce prélèvement, les grands propriétaires agricoles versent directement, au Kerala, de l'argent aux familles des hommes qui travaillent dans les pays du Golfe. Ces derniers remettent la contrepartie de ces sommes à un

⁴ Cf. Jorge Duran (1996) pour une présentation intéressante des estimations mexicaines.

courtier, qui les rapatrie au Kerala sur le compte d'un prête-nom du propriétaire. Même en supposant une commission versée au prête-nom, l'économie réalisée reste significative.

Comment expliquer le succès des systèmes informels de transferts ? Qu'y a-t-il de spécifique dans les systèmes de transferts informels qui explique leur ampleur ? Alternativement, qu'est-ce qui détourne des circuits officiels l'argent transféré par les expatriés ? Leurs avantages sont presque parfaitement symétriques des inconvénients des systèmes officiels. Ces derniers souffrent des difficultés d'accès au secteur bancaire en milieu rural, de la lenteur des institutions financières classiques, de l'absence de confiance accompagnées de demandes de garanties formelles, des relations impersonnelles entre le client et la banque, des frais liés à la bureaucratie bancaire et des risques de contrôle des mouvements de fonds par les institutions financières nationales. Au contraire, les transferts informels permettent des remises à domicile, les transactions sont rapides, reposent sur la confiance (absence totale de document écrit), avec peu de frais fixes. Elles sont, enfin, d'une discrétion absolue avec une totale invisibilité des opérations.

2.3 *De l'économie au politique*

Finalement, on a pu parler des "systèmes bancaires du pauvre" : les systèmes informels gèrent de petites sommes qui font des masses considérables, ce que précisément le système bancaire fait mal : traiter de nombreuses opérations de faible ampleur. Mais les décisions des agents individuels d'utiliser l'un ou l'autre système ne peuvent s'analyser comme un simple choix entre deux modalités purement *techniques* : déposer de l'argent dans une banque ou faire passer un mandat par un bureau de poste, d'un côté ; recourir à un courtier, de l'autre. Le facteur le plus important est le contexte macro-économique. S'il est caractérisé par de graves distorsions macro-économiques telles qu'une inflation forte et persistante, ou si plane la menace d'un gel brutal des avoirs en devises, de l'instauration d'un contrôle des changes ou encore d'une taxation des importations, les migrants vont éviter de prendre le moindre risque, ni à court terme, ni à long terme, et rester dans le circuit informel. Les facteurs purement politiques ne doivent pas pour autant être négligés : après l'assassinat du président égyptien Anouar El-Sadate, les transferts ont diminué de 31% en 1981-1982 (El-Sakka, 1987, cité par Arnold, 1992). En Chine, les émigrés ont financé 80% des routes construites entre 1919 et 1927 dans le Fujian et créé la majorité des compagnies de transports. À partir de 1927, et surtout après 1932-1934, tous ces efforts sont anéantis par la guerre civile. Bref, même si les systèmes informels sont "*crisis-proof*", c'est dire les limites de l'exercice purement économique auquel on se livre ici.

L'idée d'une dimension mafieuse des transferts a été évoquée après le 11 septembre 2001 et a donné lieu à un rapport du Sénat américain : *Hawala and underground terrorist financing mechanisms* (Rapport de l'*US Senate Committee on Banking, Housing and Urban Affairs*, du 14 novembre 2001). Si l'on ne peut

exclure cette dimension, notamment à propos du marché noir du *peso* colombien, la réalité est ailleurs. En effet, il existe depuis bien longtemps des mécanismes dont l'objectif était de minimiser les risques liés au transfert physique des sommes d'argent. Aussi faut-il éviter de trop souligner le côté maffieux, qui s'explique par l'actualité. Il est plus juste de se situer dans une perspective socio-historique et de conclure à l'inventivité de ces agents économiques du passé et du présent qui ont été confrontés au problème de la gestion de l'espace dans la pratique de leurs activités et l'ont résolu de manière souple et efficace dans des contextes difficiles.

3. L'ÉMIGRATION DE PERSONNEL HAUTEMENT QUALIFIÉ

Le développement, on l'a dit, agit sur l'ampleur et la nature de l'émigration. Celle-ci, réciproquement, influence de diverses manières le type et la forme du développement économique et social. Le départ, ou la perte, de ressources humaines, risque de peser, à terme, sur l'économie des pays de départ, mais dans la mesure où une grande partie des flux de migration internationale provient de pays à main-d'œuvre abondante où l'offre de travail est illimitée, l'émigration internationale n'a probablement pas d'effets sensibles immédiats sur le niveau de production des pays d'origine. Dans le cas des migrants de haute qualification et de niveau d'éducation élevé, la perte de ce capital humain risque d'entraîner une diminution de la productivité de ses facteurs travail et capital. Mais c'est précisément parce que l'économie de leur pays d'origine n'a pu leur offrir dans l'immédiat de réelles opportunités que de nombreux émigrants tentent leurs chances sur des marchés du travail étrangers. Dans cette hypothèse, les pertes seraient négligeables car les pays en développement n'ont pas les moyens d'utiliser à court terme et de manière efficace leurs compétences ; sur le plus long terme, en revanche, l'émigration aggrave encore le sous-développement.

L'émigration de main-d'œuvre hautement qualifiée (HQ, ou *Brain-drain*) a augmenté considérablement depuis les années 1970 et s'est encore accélérée au cours des dernières années. Entre 1990 et 2000, le nombre d'émigrants HQ originaires des pays en développement qui se sont installés dans les pays développés a plus que doublé. Ils représentent actuellement près de 20 millions de travailleurs. Près de 56% de migrants hautement qualifiés dans l'ensemble de l'OCDE proviennent des pays en développement. Les proportions sont extrêmement variables selon les pays. Ainsi, le pourcentage d'expatriés hautement qualifiés par rapport au total des expatriés en provenance des pays hors-OCDE se situe à moins de 2% de HQ pour le Brésil, la Thaïlande et l'Indonésie, mais s'élève à plus de 70% pour la Guyane et la Jamaïque, comme le montre le tableau 3. Les causes sont multiples, mais la taille et la structure du marché du travail des pays de départ constituent les facteurs les plus importants. Des effectifs peu nombreux de HQ provenant de petits pays, ou de pays incapables d'absorber les promotions de diplômés qu'ils forment,

représentent une part élevée des flux d'émigration, alors que pour des pays plus vastes caractérisés par des départs massifs de main-d'œuvre non qualifiée, un grand nombre de migrants HQ ne représente, en réalité, qu'une infime partie des émigrants (Dumont et Lemaître, 2007). On précisera, en outre, que 24 des 40 pays qui envoient la plus forte proportion de HQ vers l'UE proviennent de l'Afrique sub-saharienne.

Tableau 3 : Expatriés hautement qualifiés dans pays hors-OCDE en pourcentage du total des expatriés

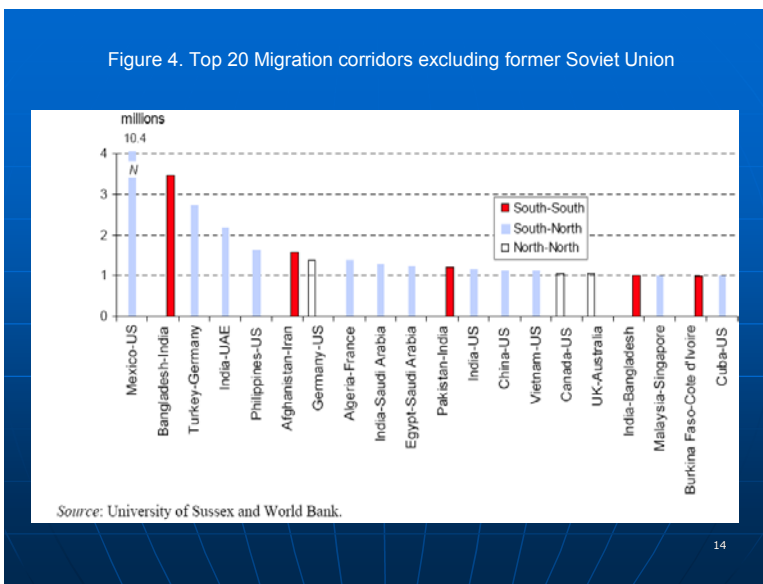
	<i>Hautement qualifiés âgés de 15 ans et +</i>		<i>Hautement qualifiés âgés de 15 ans et +</i>	
	Cohen and Soto (2001)		Barro and Lee (2000)	
Les 15 pays hors-OCDE avec le pourcentage le plus bas d'expatriés HQ	Brésil	1.7	Brésil	1.2
	Birmanie	1.7	Thaïlande	1.4
	Indonésie	1.8	Indonésie	1.8
	Thaïlande	1.9	Paraguay	1.8
	Bangladesh	2.0	Argentine	1.8
	Paraguay	2.0	Chine	2.4
	Népal	2.1	Birmanie	2.4
	Inde	3.1	Pérou	2.7
	Bolivie	3.1	Népal	2.9
	Chine	3.2	Bangladesh	3.0
	Jordanie	3.2	Bolivie	3.1
	Venezuela	3.3	Inde	3.4
	Costa Rica	4.0	Egypte	3.4
	Syrie	4.3	Venezuela	3.5
Egypte	4.4	Swaziland	3.5	
Les 15 pays hors-OCDE avec le pourcentage le plus haut d'expatriés HQ	Guyane	83.0	Guyane	75.9
	Jamaïque	81.8	Jamaïque	72.6
	Haïti	75.5	Guinée-Bissau	70.3
	Trinité-et-Tobago	73.0	Haïti	68.0
	Fiji	61.9	Trinité-et-Tobago	66.1
	Angola	53.7	Mozambique	52.3
	Chypre	53.3	Ile Maurice	50.1
	Ile Maurice	53.2	Barbade	47.1
	Mozambique	47.1	Fiji	42.6
	Ghana	45.1	Gambie	42.3
	Tanzanie	41.7	Congo	33.7
	Ouganda	38.4	Sierra Leone	32.4
	Kenya	35.9	Ghana	31.2
	Burundi	34.3	Kenya	27.8
Sierra Leone	22.2	Chypre	26.0	

Source : Dumont et Lemaître (2007), tab 7.

L'immigration est évidemment profitable pour le migrant lui-même, pour sa famille et, bien entendu, pour le pays d'accueil qui reçoit, en général sans avoir la charge de la financer, une main-d'œuvre déjà formée et immédiatement disponible. En plus, les HQ ne travaillent pas seulement dans les secteurs de la recherche ou dans les entreprises privées, mais sont principalement employés dans des services publics tels que la santé et les hôpitaux. Les pays d'accueil économisent de la sorte une partie substantielle de leur budget d'éducation.

Comme l'illustre le graphique 2, les soldes des flux d'entrées et de sorties des pays de l'OCDE recouvrent des réalités nationales fort diverses. Une première catégorie comprend des pays comme le Mexique et la Pologne, qui ont connu une émigration de HQ très élevée. D'autres pays connaissent, en même temps, des flux élevés d'entrées mais aussi des sorties importantes, ce qui aboutit finalement à des stocks d'immigration HQ relativement modestes, par exemple la Grande-Bretagne et l'Allemagne (Ratha, 2007). Une troisième catégorie comprend les pays bénéficiaires nets les plus importants, tels que la France, l'Australie, le Canada et les USA.

Figure 2 : Les 20 principaux "couloirs" migratoires dans le monde, à l'exclusion des pays de l'ex-Union soviétique



cité par Ratha (2007, 28)

Par contre, en ce qui concerne les pays de départ, les résultats font l'objet d'appréciations plus mitigées. On citera, d'abord, quelques effets négatifs.

Le départ de HQ signifie, d'une part, une perte de l'investissement que ces pays ont consenti pour financer l'éducation et la formation des émigrants (et par conséquent augmente le coût moyen de la "production" des diplômés) c'est-à-dire le coût de remplacement. D'autre part, ils doivent renoncer aux bénéfices de la contribution future qu'ils auraient fournis à leur pays, directement par leurs compétence et parce que le rendement social de l'éducation est supérieur à son rendement privé, mais en plus, indirectement, parce que l'association de personnel qualifié avec l'ensemble de la main-d'œuvre augmente la productivité de toute l'économie. L'État perd, en plus, le total des recettes fiscales futures de ces HQ qui, disposant de revenus élevés, auraient payé des impôts proportionnellement plus élevés que le reste de la population. Enfin, un certain

nombre de services deviennent plus chers ou deviennent plus difficiles à gérer. Ainsi, dans le secteur de la santé, déjà défailant dans un grand nombre de ces pays, le départ de médecins et de personnel hospitalier représente un coût qui dépasse largement les montants de l'aide internationale consacrée à améliorer la situation sanitaire. Par exemple, on estime que le nombre total de médecins togolais en France est supérieur à celui des médecins au Togo.

Des analyses récentes mettent, par contre, l'accent sur des bénéfices éventuels de l'émigration de HQ. D'abord, si l'économie du pays de départ n'est pas capable d'utiliser adéquatement ses diplômés, le départ de personnel sous-employé, ou mal employé, ne représente pas une perte sensible. Ensuite, la possibilité d'émigrer est une incitation pour les HQ et leurs familles d'investir davantage dans l'éducation supérieure et pourrait, *in fine*, avoir pour effet final d'augmenter le stock de capital humain. En outre, les HQ, qui perçoivent des rémunérations élevées dans les pays développés, fournissent une partie substantielle des envois de fonds. On notera, en outre, que les HQ qui retournent dans leur pays d'origine sont susceptibles, si certaines circonstances sont réunies, de rapporter avec eux des compétences nouvelles. Ces flux de retour, s'ils sont suffisamment importants, représentent une des modalités les plus efficaces de transfert de technologie.

L'attention se porte actuellement de plus en plus sur les retombées à la fois économiques et politiques qui résultent de la présence de communautés d'immigrés qui maintiennent des liens solides avec leur pays d'origine. D'un point de vue économique, il convient de souligner le bénéfice potentiel d'une "diaspora" bien éduquée qui permet d'améliorer l'accès au capital et à l'information. Les HQ ont la possibilité de jouer un rôle efficace en facilitant le commerce et en renforçant les contacts. Ils peuvent aussi participer comme agents actifs dans les programmes de co-développement entre pays de départ et de destination et faciliter la coopération technique en étant des intermédiaires bien informés. Il est clair, en outre, que la diaspora joue un rôle important dans le transfert des connaissances scientifiques et technologiques. Grâce à leurs connaissances du pays d'origine, ils disposent d'un avantage comparatif pour canaliser les investissements directs et les prises de participation.

CONCLUSION

Le constat *statique* de l'ampleur des transferts auquel nous nous sommes livrés doit être mis en perspective *dynamique* : quelle est sa pertinence en termes de développement ? La contribution des transferts au développement varie selon que l'on se situe à court ou à long terme. Malheureusement l'on ne dispose que de peu d'études longitudinales. Ce qu'on peut en revanche prédire, c'est la relation inverse, une diminution des transferts avec le développement. Dans l'hypothèse, bien sûr, où il y a développement, on peut en effet envisager deux raisons d'une moindre dépendance à moyen et long terme. Selon la théorie de la courbe en U renversé, aussi appelée de la "bosse migratoire", avec le développement, les flux migratoires vont diminuer, donc les transferts ; c'est le

cas des "Dragons" de l'Asie du Sud-est. En même temps, les autres postes de la balance des paiements vont s'améliorer, notamment le tourisme et les exportations. Le cas de la Turquie est révélateur. De Tapia (2002, 167-168) note que les transferts ont "largement perdu leur importance dans les équilibres budgétaires nationaux", non point qu'ils aient diminué en volume mais parce qu'avec le développement de la Turquie, le tourisme et surtout les exportations ont considérablement augmenté (de 12,9 à 31 milliards de dollars américains entre 1990 et 2001 pour les exportations).

L'émigration de HQ des pays en développement fut, durant une première période, globalement considérée comme une perte importante. Tout départ était préjudiciable à la croissance économique de ces pays. À cette approche "nationaliste" basée sur une préférence pour l'autarcie s'est substituée, par la suite, une conception "internationaliste" qui se fondait sur le libre-échange et les avantages mutuels qu'en tirent toutes les parties. Cependant, prôner la libre circulation des biens et des capitaux n'est pas généralisable aux mouvements de main-d'œuvre. Des analyses convergentes se manifestent depuis quelques années pour souligner à la fois les avantages et les inconvénients pour les pays en développement. Les pays développés ont la responsabilité de ne pas puiser, sans frais, des ressources rares nécessaires au développement des pays de départ. Les pays d'origine ont eux aussi des responsabilités à assumer. Leurs diplômés seront d'autant moins enclins à émigrer, et ceux déjà installés dans les pays développés d'autant plus incités à y retourner, s'ils s'engagent dans un processus de croissance stable accompagné d'un climat favorable aux investissements étrangers. Il importe qu'ils encouragent la migration circulaire, qu'ils s'efforcent de faciliter les HQ expatriés à investir leurs économies et d'en maximiser les impacts sur le bien-être des familles, mais ils peuvent aussi participer à la constitution et au développement d'une communauté scientifique capable d'adapter les technologies importées aux nécessités nationales.

Les timides recommandations de la décevante Commission mondiale sur les migrations internationales (2005, 26) ne sont pas de nature à bien circonscrire les enjeux : "Des relations de coopération entre les pays riches en main-d'œuvre et pauvres en main-d'œuvre sont nécessaires pour promouvoir la formation de capital humain et le développement d'un vivier mondial de personnel qualifié. Une rémunération, des conditions de travail et des perspectives de carrières convenables pour retenir le personnel-clé doivent faire partie de ces stratégies". Comme le déclarait clairement le Programme d'action de la Conférence internationale pour la population et le développement du Caire, en 1994, les migrations internationales sont appelées à continuer à croître au cours des prochaines décennies. Elles constitueront une des principales sources des changements démographiques. L'articulation entre migration et développement revêt dès lors une importance fondamentale. Plus particulièrement, les envois de fonds et l'émigration de HQ constituent les phénomènes déterminants à activer de la manière la plus efficace, afin qu'ils contribuent à l'amélioration des conditions de vie de la population telles qu'elles furent définies dans le programme des Objectifs pour le développement du Millénaire, en 2000.

BIBLIOGRAPHIE

- ARNOLD F. (1992) The Contribution of Remittances to Development, in Kritz M. et al. (eds.), *International Migration Systems : a Global Approach*, Clarendon Press, Oxford, 205-220.
- BROWN R. P. C. (1994) *Consumption and investment from migrants' remittances in the South Pacific*, International migration papers, ILO, October, 52 p.
- BUENCAMINO L., GORBUNOV S. (2002) Informal Money Transfer Systems: Opportunities and Challenges for Development Finance, United Nations Department of Economic and Social Affairs, *Discussion Paper*, n°26, 19 p.
- CHARBIT Y. (2008) Transferts, retours et développement : données, concepts et problématiques, in Petit V. (ed.) *Les migrations internationales de retour dans la perspective des pays du sud*, CEPED, 44-75.
- COMMISSION MONDIALE SUR LES MIGRATIONS INTERNATIONALES (CMMI)(2005) *Les Migrations dans un monde interconnecté : nouvelles perspectives d'action*, New-York, octobre 2005, 97p.
- DE TAPIA S. (2002) Migration transnationale et entrepreneuriat migrant : le cas turc, *Immigration, marché du travail, intégration*, Commissariat général au Plan, Paris, 167-178.
- DUMONT J.-C., LEMAÎTRE G. (2007) *Counting immigrants and expatriates in OCDE Countries : A New Perspective*, Social employment and Migration working papers, DELSA, 34 p.
- DURAN J., (1996) *Migrations mexicaines aux États-Unis*, Paris, CNRS, 214 p.
- EL SAKKA M. I. T. (1987) Migrant remittances and the Balance of Payments : the Egyptian Case, *Population Studies* (Cairo), vol.13, 87-103.
- GUILMOTO C. Z., SANDRON F. (2003) *Migration et développement*, Paris, La Documentation française, 142 p.
- HERMELE K. (1997) The Discourse on Migration and Development, in Hammar T. et al. (eds.), *International Migration, Immobility and Development, Multidisciplinary perspectives*, Berg, Oxford-New York, 133-158.
- KIM S. (1983) Economic Analysis of Korean Manpower Migration, *Sogang Journal of Economics and Business*, september.
- RATHA D. (2007) *Leveraging Remittances for Development*, World Bank, Development Prospect group, Washington, 32 p.
- SHAH N. (1994) Migration between Asian Countries, *Population Distribution and Migration*, United Nations.
- UNITED NATIONS POPULATION FUND (1996) *Programme of Action*, adopted at the International Conference on Population and Development, Cairo, 5-13 september 1994, E /3000/1998; New-York, 166 p.
- UNITED NATIONS (2007a) *The World population Prospects; The 2006 Revision, Highlights*, New-York, Department of Economic and Social Affairs, ESA/P/WP/202.
- UNITED NATIONS (2007b) Population Division, DESA, *The High-Level Dialogue on International Migration*, presentation H. Zlotnik, PAA Conference.
- ZACHARIAH K. C., GOPINATHAN NAIR P. R., IRUDAYA RAJAN S. (2002) Returning Home: Problems and Potentialities, in Zachariah K. C., Kannan K. P., Irudaya Rajan S., *Kerala's Gulf Connection*, Thiruvananthapuram, Centre for Development Studies, 93-127.